

L'identité turque mai 2005

La Turquie a développé à la fin du siècle dernier son identité propre fondée sur l'islam, identification religieuse abandonnée avec la perte des Etats arabes en 1918. A partir de 1923, le caractère nouveau de l'Etat turc et la qualité de pionnier de Kemal furent érigés en mythes fondateurs tandis que l'Empire Ottoman était rejeté afin de prévenir tout mouvement irrédentiste, pan-islamique ou pan-turque. Aujourd'hui, le modèle identitaire turc se diffuse par la Turcophonie mais se trouve en difficulté à l'intérieur de la Turquie.

Une Mosaïque ethnique : De 1856 à 1980 entre 9 et 10 millions de turcs ont émigré des anciens territoires ottomans. Les Turcs constituent 75% de la population, les Kurdes 20%, les Arabes 2%, les Lazes 1% et les Arméniens 1%. La plupart se considèrent d'abord comme turcs plutôt que musulmans. 80% sont sunnites, 20% sont alévis (chiisme). On compte aussi 60 000 arméniens, 20 000 juifs, 8 000 grecs orthodoxes (grecs ou turcs) et 100 000 sïriani (Eglise Syriaque).

L'homogénéisation autoritaire et ses limites : Tandis que l'islam sunnite était favorisé au détriment des Alévis, éducation et propagande ont promu les valeurs kémalistes et réussi à faire passer les autres identités au second plan. **L'identité turque a été construite autour de l'ethnie turque**, les autres peuples furent expulsés ou massacrés (arméniens, assyro-chaldéens, grecs), les ethnies musulmanes restantes assimilées (les Kurdes étant qualifiés de « turcs des montagnes ») et toute allusion à une quelconque ethnie fut interdite. Le ralliement des minorités à la cause nationale nécessitait éducation, participation politique et partage des richesses. Sur le plan **éducatif** l'unification nationale a été un succès grâce au fort taux de scolarisation mais aussi à la conscription obligatoire qui assure le passage de chaque citoyen dans une institution gardienne du kémalisme. En ce qui concerne la **participation politique**, les premières élections pluralistes n'eurent lieu qu'en 1950, puis la gauche fut interdite en 1971 et la religion intégrée au nationalisme avant que les partis islamistes ne soient à leur tour interdits. En ce qui concerne la **situation économique**, l'échec de l'industrialisation par substitution aux importations fragilisa le pouvoir tandis que le partage inégal des richesses au bénéfice des élites urbaines contribua à la montée des radicalismes dans les campagnes : une opposition qui se révéla brutalement avec l'exode rural.¹ **Les tensions identitaires ont donc ressurgi** face à un système rigide et répressif, incapable d'évoluer sans se sentir en danger. Depuis leur révolte de 1925 pour le maintien du sultan-calife, le pouvoir central se défie des kurdes, **un sentiment d'aliénation qui s'est renforcé avec le sous-développement économique** au point d'aboutir, en 1978, à la naissance du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) qui fut à son apogée en 1992, année où l'Armée reçut les pleins pouvoirs pour éradiquer le mouvement. L'arrestation d'Abdulhah Öcalan (1999) fut suivie par un cessez-le-feu, rompu en juin 2004. L'ex-PKK est de nouveau menaçant mais affaibli et seuls 10% des Kurdes vivant en Turquie souhaitent une sécession. A l'extrême gauche toujours, la **communauté alévi** - encore victime de pogroms en 1993 et reconnue implicitement en 1998 - a constitué le gros de deux organisations terroristes (DHKP-C et Tikko) dont l'activité a baissé. Les Alévis se distinguent par leur laïcisme et leur islam très libéral et n'ont pas de lien avec les chiites iraniens. Face à la montée de l'extrême gauche, le gouvernement et l'Armée ont favorisé la constitution de groupuscules **d'extrême droite nationalistes et islamistes** (sunnites), dont le Hizbollah (sans lien avec le Hezbollah libanais) basé au Kurdistan. L'islamisme radical était d'autant plus fort que les communautés religieuses constituaient les seules associations d'entraide dans des régions sous-développées. Récemment, **le régime a assoupli son attitude envers les revendications identitaires**. Les partis politiques islamistes sont devenus plus modérés sous la pression de l'Armée, ont accédé au pouvoir et sont devenus favorables à l'adhésion à l'UE. En ce qui concerne les Kurdes, l'enseignement et la diffusion d'émissions TV et radio en kurde ont été autorisés depuis 2003 tandis que deux députés kurdes emprisonnés depuis 1994 étaient libérés en 2004. Si une telle évolution est due aux pressions de l'UE (à laquelle 75% des Turcs souhaitent adhérer), elle est aussi le fruit d'une évolution interne. L'opposition islamiste est moins radicale tandis que les élites (désormais bourgeoises et non plus

¹ <http://www.cyprus-conflict.net/ergil.htm>

uniquement constituées de fonctionnaires et de militaires) sont devenues favorables à un système moins dirigiste. Les difficultés économiques, facteur de division, ont cependant toujours un effet néfaste en matière d'identité car elles affaiblissent l'union nationale (10% des Turcs pensent qu'on peut faire confiance aux gens contre 53% dans les pays développés) et réduisent la confiance des citoyens en leurs institutions. Seule l'Armée garde la confiance des turcs (80% selon un sondage Eurobaromètre de 2001).

La diffusion de l'identité turque : La création de la Turcophonie : Avec la chute de l'Union Soviétique, la Turquie a pu envisager la mise en place d'une politique étrangère plus ambitieuse - mais discrète - vis-à-vis du Caucase et de l'Asie Centrale, région surveillée par la Russie, le Pakistan, l'Iran ou encore la Chine. La **TIKA** (1992), Agence de Coopération Turcophone, coordonne les actions avec les pays de la zone, prépare projets et programmes et les applique par l'intermédiaire des centres culturels installés dans les pays concernés. Elle publie également une revue mensuelle : *Eurasie*, et une étude trimestrielle : *Les Etudes d'Eurasie*. Elle finance aussi - avec le Ministère de l'éducation - des bourses pour les étudiants turcophones, des universités à l'étranger (Kirghizistan, Kazakhstan), et la formation d'enseignants étrangers. L'identité turcophone ainsi diffusée plonge ses racines dans l'empire de Gengis Khan (financement de la fouille des monolithes gravés de la vallée d'Orkhon, Mongolie, qui prouvent cette filiation) et trouve son expression moderne dans la société turque actuelle. L'épisode Ottoman n'est pas évoqué. Le Conseil de l'Histoire, le Conseil de la Langue, et le ministère de la Culture s'impliquent aussi dans cette politique. Le **TURKSOY** (administration commune des cultures et des arts turcs) a été créé en 1993 pour réaliser l'unification linguistique. Un alphabet latin de 34 lettres a été adopté par le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et est en voie d'adoption en Ouzbékistan et au Kirghizistan. Il existe actuellement une version simplifiée du turc et la Turquie envoie dictionnaires, livres et enseignants vers les pays turcophones. En ce qui concerne l'Islam, les positions turques pour une religion contrôlée par l'Etat ont été bien accueillies par les dirigeants turcophones aussi bien que par les puissances occidentales qui considèrent la Turquie comme un élément stabilisateur. **La direction des affaires religieuses (Diyanet)**, rattachée au Premier Ministre et qui règle les questions du culte musulman en Turquie, a entrepris de créer dans la zone des **Conseils pour les Affaires musulmanes** et d'y envoyer des représentants religieux. En dehors de la structure institutionnelle, les pays turcophones sont connectés à **Internet** via la Turquie dont les **agences de presse** lui assurent le quasi-monopole de la diffusion de l'information dans la zone. En ce qui concerne la **télévision**, le satellite Turkstat diffuse depuis 1992 la chaîne turcophone TRT-Avrasya. Celle-ci couvre, de même que la station de **radio** « La voix de la Turquie », 70 millions de personnes. Cette politique est un succès tant sur le plan culturel (la Turcophonie touche même le Xinjiang), qu'en matière de politique extérieure : la Turquie renforce ses relations commerciales avec l'Asie Centrale et le Caucase, a été choisie pour diriger l'ISAF en Afghanistan et contribue à élargir le Partenariat pour la Paix de l'OTAN aux pays turcophones. La Turcophonie pourrait même être envisagée comme association économique et sécuritaire.²

² <http://www.robert-schuman.org/synth131.htm>